

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 19/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LANXESS EPIERRE SAS

Usine d'Épierre
Rue de l'Andraye
73220 Épierre

Références : 20231019-RAP-InspectionLanxess-v1
Code AIOT : 0010700305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement LANXESS EPIERRE SAS implanté Usine d'Épierre 245 Rue de l'Andraye 73220 Épierre. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'examen de l'étude de dangers de 2014 (révisée en 2018) a permis d'identifier un risque de chute de blocs pouvant entrer en collision avec certaines installations du site (croix ou rack de tuyauteries). Aussi monsieur le préfet de la Savoie a-t-il pris, le 09/10/18, un arrêté prescrivant, sous 5 ans, la mise en place d'un dispositif permettant de supprimer ce risque.

Cet initiateur a bien été pris en compte dans ladite étude de dangers (révision prévue en 2023).

La probabilité de rupture "classique" d'une tuyauterie est, selon le Purple Book, de $3,14 \cdot 10^{-8}$ /m.an. Aussi, la chute d'un bloc (dont la fréquence est évaluée à 10^{-4}) pilote-t-elle la probabilité de l'évènement redouté central (ERC) (fuite de P_2O_5).

Le phénomène dangereux correspondant est donc caractérisé en « D-important » selon les principes de la circulaire du ministère en charge de l'environnement du 10 mai 2010¹. Aussi la chute de bloc n'est-elle pas l'initiateur dimensionnant du risque. Le 5B est exclu (E + 2 MMR).

Gravité	Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
5. Désastreux					
4. Catastrophique					
3. Important	6A	2A, 5A	4A, 7A, 8A, 9A		
2. Sérieux	1A		13		
1. Modéré					

Toutefois, il a été demandé à l'exploitant de mieux caractériser ce risque notamment par des études de trajectoires (voir ci-dessous).



Un document a été établi par ses soins en novembre 2022 qui a permis, en outre, de dimensionner un dispositif de protection.

Monsieur le préfet de la Savoie, dans son courrier du 17 mars 2023, a précisé sa prescription, notamment les attendus du système de protection.

L'inspection a eu pour objet de contrôler la mise en service du système.

¹ Circulaire du 10/05/10 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANXESS EPIERRE SAS
- Usine d'Épierre 245 Rue de l'Andraye 73220 Épierre
- Code AIOT : 0010700305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LANXESS (ex THERMPHOS) est située sur la commune d'Épierre, en bordure de l'Arc.

L'usine est spécialisée dans la fabrication de produits phosphorés et notamment de pentoxyde de phosphore (P₂O₅) et d'acides poly-phosphoriques (H₃P₂O₄ ou H₄P₂O₇).

Cette activité est réglementée principalement par les arrêtés préfectoraux des :

- 25 juin 2002 (arrêté cadre)
- 18 octobre 2013 (changement d'exploitant au profit du groupe LANXESS et constitution de garanties financières).

Le procédé peut être décrit en trois étapes principales :

- la réception, le dépotage et le stockage du phosphore blanc (ou P₄) livré en citernes ;
- la synthèse des produits phosphorés et leur conditionnement ;
- leur stockage avant expédition.

L'usine relève d'un classement SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4110-1 de la nomenclature des installations classées.

Thème de visite

L'objet de la visite fut de contrôler la mise en service de l'équipement de protection mis en place par l'exploitant pour prévenir les conséquences des chutes de blocs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	complémentaire du 9/10/18	du 09/10/2018, Article 2		
2	Arrêté préfectoral complémentaire du 9/10/18	Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, Article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la mise en service du système de protection, conforme aux attendus du courrier de monsieur le préfet de la Savoie. Il convient de préciser que l'exploitant n'a pas retenu le dispositif comme faisant partie des mesures de maîtrise de risque (MMR) du site. Dans son étude de dangers, il ne valorise donc pas le dispositif pour éventuellement réduire la probabilité de rupture. L'exploitant a toutefois intégré le dispositif dans son système de maintenance et d'essais périodiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/18

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise de risque
Prescription contrôlée : Initiateurs Chute de blocs - Cinq ans après la notification du présent arrêté, pour prévenir les chutes de blocs ou leurs conséquences sur l'installation, la mise en place de filets de protection (écrans pare-blocs normalisés NF-P-95308 ou de fils de détection permettant un arrêt automatique immédiat de l'usine.
Constats : Dans son courrier du 17 mars 2023, Monsieur le préfet de la Savoie a précisé la prescription, en indiquant qu'un système de détection et de protection par câbles cheminant le long d'un grillage, basée sur les principes suivants, est acceptable : <p style="text-align: center;"><i>" En cas chutes de blocs sur le grillage, la déformation de ce dernier doit entraîner l'arrêt de la pompe d'alimentation en phosphore et donc l'arrêt de la fabrication ; le grillage permettra de stopper certains blocs comme décrit dans la notice informative transmise par le fournisseur."</i></p> En réponse, l'exploitant a pris l'attache de la société GEO BRUGG qui a dimensionné (voir ci-après), installé et mis en service l'installation (septembre 2023).
Dimensionnement Le système a été dimensionné sur la base de la chute verticale d'un bloc d'1 m ³ (2500 kg) sur une hauteur de 40 mètres, soit une (E)nergie de 1 MJ ($E=mgh$). Le bloc arriverait donc avec une (C)inétique de 28 km/h ($C = \sqrt{2E/m}$). L'étude de trajectoires réalisée en novembre 2022 a permis d'identifier le secteur à protéger. L'inspection a contrôlé sur le terrain que le secteur est bien couvert par le dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Arrêté préfectoral complémentaire du 9/10/18

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise de risque
Prescription contrôlée : Initiateurs Chute de blocs - Cinq ans après la notification du présent arrêté, pour prévenir les chutes de blocs ou leurs conséquences sur l'installation, la mise en place de filets de protection (écrans pare-blocs normalisés NF-P-95308 ou de fils de détection permettant un arrêt automatique immédiat de l'usine.
Constats : Le système est associé à deux niveaux d'alarme : Alarmes <ul style="list-style-type: none">• 1^{er} seuil d'alarme : vibrations détectées au niveau des barrières (impact de faible ampleur) Détection de l'accélération des câbles Le franchissement de ce seuil entraîne l'envoi d'un un SMS au chef de poste, à l'astreinte et à l'encadrement. La procédure prévoit alors une inspection visuelle du système par le personnel.• 2^e seuil d'alarme : impact important au niveau des barrières Rupture des fusibles tendeurs des câbles sur les barrières Le franchissement de ce second seuil entraîne (en plus des actions précédentes) l'envoi d'un signal à un automate de sécurité (type arrêt d'urgence) et la coupure de la puissance sur les pompes P4. Une alarme "chute de blocs" s'allume sur l'automate de conduite via la supervision. Une alarme sonore et visuelle se déclenche à l'extérieur de la salle de commande. Défaut du système Un défaut du système serait détecté soit par un auto-test soit par une maintenance préventive du système à distance par le fournisseur. La réparation serait alors lancée via la GMAO directement par l'exploitant qui dispose de pièces de rechange. Mise en service La mise en service a permis de constater l'arrêt des pompes en moins de 10 secondes (30 secondes dans l'étude de dangers). (PV du 26/09/23 présenté en séance).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet